

Les assises du système capitaliste sont mondiales. La baisse du taux de profit et la contraction des marchés dans certaines parties de l'économie planétaire peuvent aller de pair avec la poursuite de l'accumulation et l'expansion de la demande ailleurs. Si on en juge par le chemin parcouru depuis août 2007 et si on se réfère aux précédents historiques, la crise économique mondiale réserve des surprises et connaîtra des rebonds. À moins qu'elle ne se transforme en crise révolutionnaire, l'une des conséquences de la crise peut être énoncée avec certitude. Elle accentuera encore le mouvement de déplacement de l'axe du capitalisme mondial vers l'Asie, ce déplacement se dirigeant d'abord vers la Chine et l'Inde. D'où l'importance pour les salariés et la jeunesse vivant en Europe, et notamment pour les militants révolutionnaires ou anticapitalistes, de chercher à suivre tant bien que mal ce qui se passe là-bas. Telle est la raison d'être de cet article sur l'Inde à l'occasion des élections générales de mai 2009. Nous n'avons pas de « correspondant politique proche » en Inde, encore moins de militants appartenant au même « courant mondial » ou à l'une de ces Internationales qui vivent sur le mode de l'auto-proclamation. Tout ce que nous avons pu faire a été de chercher à ordonner un certain nombre de faits et d'éléments d'analyse réunis à partir de rapports et d'articles dans la presse ou sur le web.

## Quelques faits et éléments d'analyse sur l'Inde à l'occasion des élections générales

Pour les organisations économiques internationales et les bureaux d'études des banques, les quelque 50 millions de personnes qui composent ce qu'ils nomment la « classe moyenne » indienne (dont ils espèrent qu'elle atteindra 580 millions d'ici à 2025 [1]), représentent

l'un des plus importants marchés du monde, l'un des endroits où le capitalisme a encore des « réserves de croissance ». C'est du côté de la Chine mais aussi de l'Inde que le capitalisme mondial cherche aujourd'hui une composante essentielle de sa « relance ». Le capitalisme indien a réussi

jusqu'à présent à conserver pour lui-même une part encore assez élevée de son marché interne, même si dans certains secteurs la pénétration du capital étranger est importante. Cette accumulation relativement protégée et autocentrée a conduit à la consolidation de groupes industrialo-financiers indiens puissants. Ils ont commencé à se développer à l'étranger au moyen d'acquisitions et d'investissements directs, et ils voudraient pouvoir poursuivre cette expansion extérieure. En retour, les composantes rivales du capitalisme mondial (en particulier les banques et les sociétés financières étatsuniennes et européennes, mais aussi les groupes spécialisés dans la privatisation de services publics comme l'eau et l'électricité) exigent de l'Inde l'accélération de la libéralisation et des « réformes » commencées en 1991-1992, mais menée de façon encore trop lente à leurs yeux. S'agissant d'un pays-continent d'un milliard cent millions d'habitants dans lequel « *plus aucune ligne de force idéologique, plus aucune vision nationale, ne structure les partis politiques* » [2], la préoccupation du capital est aussi de pouvoir compter sur un gouvernement suffisamment stable et fort pour les mener à bien. Avec une certaine lucidité, un professeur de l'université Jawaharlal-Nehru de New Delhi, Amitabh Kundu, explique que les décisions politiques nationales n'ont que « *rarement eu un rôle déterminant sur la marche de l'économie indienne* ». Néanmoins dit-il, « *la Bourse a toujours dévié lorsque les gouvernements indiens étaient faibles* ». À la veille des résultats, il se déclarait donc « *inquiet de l'après-élection. Si la coalition est constituée de bric et de broc, les députés sauront qu'ils ne sont pas là pour longtemps, ce qui les incitera à se payer sur la bête aussi vite que possible. Au détri-*

*ment du pilotage économique de ce pays* » [3]. La bourgeoisie mondiale a donc accueilli avec grand soulagement l'annonce de la victoire très nette du Parti du Congrès et du premier ministre Manmohan Singh aux élections législatives nationales.

**POUR LE CAPITAL  
MONDIAL,  
LA PERSPECTIVE  
D'UNE STABILITÉ  
POLITIQUE RELATIVE**

Le Parti du Congrès est l'héritier lointain, abâtardi et affaibli du mouvement qui a fondé l'Inde indépendante sous l'égide de Gandhi et de Nehru. Il a de ce fait le statut de « parti traditionnel » de la bourgeoisie indienne. En gagnant 206 sièges sur un total de 543 à l'Assemblée nationale (la Lok Sabha ou Chambre du peuple), il a réalisé son meilleur résultat depuis 1991. En ajoutant l'appoint de ses alliés, il contrôlerait 262 sièges, soit dix de moins que la majorité absolue. Les commentateurs ont parlé de « renaissance » du Parti du Congrès. Il s'agit sans doute de quelque chose de plus modeste. Le Parti du Congrès conserve simplement le pouvoir politique fédéral dans de meilleures conditions que lors de la législature précédente. Il sera moins ligoté qu'il ne l'était après 2004. Il est libéré en particulier de l'obligation de négocier le soutien du Parti communiste indien (CPI-M). En 2004, l'importance politique dans l'Assemblée nationale précédente a permis à l'un de ses membres, Somnath Chatterjee, d'occuper la présidence du parlement. Cette fois, le CPI-M a subi une cinglante défaite électorale, en particulier dans son bastion du Bengale-Occidental, où il paie un lourd prix électoral la poli-

tique de soutien contre la paysannerie qu'il a menée au compte des grands groupes industriels, aussi bien indiens qu'étrangers.

Le parti de la droite nationaliste hindoue, le Bharatiya Janata party (BJP), sort également très affaibli des élections de mai. Le BJP a gouverné l'Inde entre 1998 et 2004. Il a mis en œuvre alors une politique libérale agressive. Une bonne partie des mesures de libéralisation et de déréglementation postérieures au tournant de 1991-1992 lui est imputable. Il a donc reçu pendant un temps le soutien d'une partie de la bourgeoisie industrielle et financière. Mais l'instabilité qu'il a fait régner dans les relations interconfessionnelles a fini par susciter l'inquiétude. Même si une bonne partie de la classe moyenne a bénéficié de sa politique économique, elle a pris peur devant le désordre causé par les brigades de l'hindutva (l'hindouité) et des très nombreuses agressions de toutes sortes et d'assassinats qu'elles ont perpétrés à l'égard des musulmans. En 2009, les électeurs des classes moyennes appartenant aux minorités musulmane (13,5 %) et chrétienne (2,3 %) ont fait bloc derrière le Parti du Congrès. Enfin, le Parti du Congrès a bénéficié de l'impasse politique des partis politiques formés sur une base, non de classe, mais de caste. Ces partis, dont l'essor a traduit en partie la stagnation des deux Partis communistes (voir plus loin), prétendent représenter électoralement la plus basse caste, celle des intouchables, les *dalits*. Dans l'Uttar Pradesh notamment, le parti *dalit* de l'État, le Bahujan Samaj Party a subi une importante défaite électorale. C'est l'État le plus peuplé de l'Inde, dans lequel est située la capitale, New Dehli. Le Parti du Congrès y a plus que doublé son nombre de sièges derrière la tête de

liste, Rahul Kandhi, fils de Sonia Kandhi. Une partie des médias dit que celui-ci représenterait « *l'avenir du parti* ». Il perpétue surtout la dynastie familiale Nehru-Gandhi. Le projet de sa famille est qu'il remplace un jour Manmohan Singh au poste de premier ministre.

Il est difficile de lire dans le résultat de ces élections plus que l'expression de tendances politiques très générales. C'est le cas pour un grand nombre de pays. Dans le cas de l'Inde, la corruption pratiquée au grand jour qui marque la vie politique accentue peut-être encore cet élément. L'Inde n'est pas un cas isolé. Elle est peut-être simplement, et cela aussi serait une expression du statut qu'on veut lui donner de « *plus grande démocratie du monde* », l'un des pays où le plus de gens en parlent ouvertement. Ainsi un Indien « *familier des arcanes du pouvoir* » a expliqué au reporter des *Échos* (25 mai) que « *dans ce pays, chaque député est payé par une entreprise. Il n'oublie, ni de la servir, ni de se servir. Sans compter les criminels avérés qui siègent au Parlement. En Inde, la politique est un business. Disons l'un des plus lucratifs.* » C'est ce que confirme, sur le site du *Monde Diplomatique*, une journaliste en poste à New Delhi, Andrée-Marie Dussault : « *Lors des élections, beaucoup d'argent est distribué. Les hommes d'affaires vont voir les politiciens, tous partis confondus, avec d'épaisses enveloppes d'argent, certes. Mais c'est aussi un moment où les petites gens empêchent quelques roupies* », faisait valoir un industriel à New Delhi avant le début des élections à la mi-avril. « *Toutes les formations vont faire leur tour dans les bidonvilles et les villages* », expliquait-il. *Du vin, des repas, des saris, des draps, etc., sont offerts aux pauvres. Ces donations ne garantissent pas le succès, mais les omettre pourrait porter*

*préjudice au candidat* » (13 mai 2009, section blog du site du *Monde Diplomatique*). Parfois la corruption est sanctionnée par les électeurs. Ainsi la Première ministre *dalit* de l'Uttar Pradesh, Mayawati Kumari, paraît avoir perdu les élections en raison, au moins en partie, de son alliance avec seize parrains des mafias locales qu'elle a gratifiés d'une place sur la liste du Bahujan Samaj Party qu'elle dirige.

Lors des élections de 2009, le budget électoral des candidats a été le plus important jamais estimé. En effet, l'économie souterraine et la corruption sont au zénith. L'auteur d'un livre sur « *l'économie noire* » [4], Arun Kumar, estime que celle-ci correspond à environ 50 % de « *l'économie blanche* », alors que dans les années 1955-1956, elle représentait moins de 4 % du PIB. Pour « *l'économie noire* », les élections sont un moment-clé. C'est la corruption qui finance la campagne des candidats. C'est à ce moment-là que se forme ce que Kumar appelle la « *triade* » : la collusion entre les bureaucrates, les politiciens et les milieux d'affaires. C'est à ce moment-là également que sont négociés les termes d'ententes qui dureront tant que les élus seront au pouvoir.

## À L'ORIGINE

## DE L'EFFONDREMENT

## ÉLECTORAL DES PARTIS

## COMMUNISTES,

## UN « FOSSÉ DE SANG »

La seule représentation électorale des travailleurs indiens est celle proposée par les deux partis communistes, le Parti communiste de l'Inde-marxiste (PCI-M) et Parti communiste de l'Inde (PCI). Lors de ces élections, le nombre de députés fédéraux du PCI-

M est tombé de 43 à 16, et celui du PCI de 10 à 4. Dans le Tripura, le PCI-M préserve sa base électorale, mais ce petit État (plus de 3 millions d'habitants) ne représente qu'un enjeu politique marginal. En revanche, il recule très fortement dans ses bastions du Bengale occidental, où le Front de gauche ne gagne que 15 sièges (dont 9 au PCI-M) au lieu de 35 en 2004, et du Kerala (4 sièges au PCI-M contre 19 à la coalition de gauche en 2004). Le communisme indien est souvent associé au nom du militant bengali M. N. Roy. Il fut délégué au second congrès de l'Internationale communiste en 1920 et combattit d'emblée la première formulation de la politique de soutien des partis communistes à la « *bourgeoisie nationale* » des pays coloniaux et semi-coloniaux qui fit tant de ravages dès le milieu des années 1920, en Chine puis ailleurs. Cette référence prestigieuse ne permet pas de cacher le fait que le Parti communiste de l'Inde a été totalement contrôlé par le stalinisme à partir du début des années 1930 [5]. Sa configuration contemporaine résulte de scissions successives qui ont eu lieu au milieu des années 1960, d'abord entre prosoviétiques et prochinois, puis à l'intérieur du camp prosoviétique entre deux partis concurrents majeurs, mais aussi quelques organisations plus petites qui étaient encore représentées au Parlement en 2004, mais ne le sont plus cette année. Le PCI-ML, marxiste-léniniste, prochinois, s'est également fragmenté en organisations concurrentes dont la plus connue, les Naxalites [6], suit la voie de la lutte armée. La victoire de son homologue au Népal l'a encouragé à continuer, mais également la politique suivie contre la paysannerie et les couches pauvres du salariat urbain. Les deux PC sont installés dans le jeu

politique institutionnel depuis plus d'un demi-siècle. Ils ont connu des succès électoraux qui leur ont donné accès au gouvernement de certains États. Le PCI-M a été au pouvoir de façon continue depuis trente ans au Bengale occidental et, avec des interruptions, au Kerala aussi. Plus récemment, il a emporté les élections dans un très petit État du Nord-est, le Tripura. Le Bengale occidental, dont la capitale est Calcutta, est de loin le plus important, démographiquement (plus de 80 millions d'habitants), politiquement et économiquement. Depuis 1967, le PCI-M a dirigé cet État en permanence, d'abord seul puis depuis 1977 comme principale formation d'un « Front de gauche ». Initialement il avait à son acquis un début de réforme agraire. Mais depuis quinze ans, il s'est engagé toujours plus loin dans la mise en œuvre de mesures de privatisation, ainsi que d'une politique « d'attraction du capital extérieur » (indien ou étranger) dans le style le plus pur des recommandations de la Banque mondiale. Pour attirer les groupes industriels, il fallait leur donner des terrains, donc « nettoyer » de grands pans de terres cultivables et mener la guerre à la paysannerie.

En dépit des morts qu'elles ont provoquées, ces agressions ont été justifiées idéologiquement. Les thèses invoquées à l'appui des politiques de soutien aux grands groupes ont un côté « surréaliste-stalinien ». Les deux PC continuent à utiliser les arguments éculés de la « révolution par étapes », qui exige de passer par une phase d'appui au capital national, ou encore ceux du « développement nécessaire des forces productives » comme préalable obligatoire à la « révolution démocratique populaire » [7]. Ils sont même allés jusqu'à se réclamer de la politique utilisée lors des premières

années de la révolution d'Octobre. Un journaliste a rapporté en 2006 que « la gauche indienne pour se justifier fait souvent référence à l'expérience de la NEP au début du pouvoir soviétique, pendant laquelle Lénine avait décidé de reculer dans la construction du socialisme et d'ouvrir la porte au retour du secteur privé, tout en confrontant les revendications syndicales d'une manière brutale » [8]. Dans les villages où les groupes industriels, en particulier Tata Automobiles, ont voulu s'installer, notamment ceux de Singur et Nandigram, le PCI-M, écrit Pierre Rousset, a mené « une répression très brutale, parfois sauvage, la police se comportant comme dans les autres États dirigés par le centre ou la droite ; il y a eu de nombreux morts, viols, etc. L'impact de ces événements a été considérable ». Et d'insister : « Après des convergences unitaires exceptionnelles, à l'occasion notamment du Forum social mondial de Mumbai en 2004, ils ont créé un véritable fossé de sang entre le PCI-M et d'autres composantes progressistes indiennes qui se sont rangées aux côtés des villageois. Cet impact est d'autant plus grand que les conflits entre paysans et groupes industriels (notamment Tata) se multiplient en diverses régions du pays et que les villageois reçoivent généralement le soutien actif de la gauche » [9].

À Calcutta, le gouvernement de Front de gauche a mené des politiques urbaines analogues, expulsant les squatteurs du centre vers les marges périphériques afin de dégager de l'espace pour les lotissements des classes moyennes. Dans un communiqué, le PCI-M a fait une espèce d'autocritique, ou plus exactement promis de la faire : « Les partis de Gauche se sont alliés avec certains Partis qui n'étaient liés ni au Congrès ni au BJP dans plusieurs États. C'était nécessaire pour qu'une alternative électorale laïque

émerge. Cependant, ces alliances qui se sont mises en place dans certains États à la veille de ces élections n'ont pas été perçues par le peuple comme une alternative crédible et viable au niveau national. » On note que l'autocritique porte simplement sur les alliances électorales, notamment avec des formations *dalits*, pas sur le fait que les PC ont fait tirer sur des paysans qui défendaient leurs terres et qu'ils sont d'accord dans les villes pour expulser de certains quartiers les pauvres qui dérangent les riches. La défaite des deux partis communistes est la conséquence de la rupture des liens avec leur base sociale. Sans réussir à attirer à eux les nouvelles couches de « la classe moyenne », qui ont préféré voter pour le Parti du Congrès ou ses alliés, ils ont perdu peut-être définitivement la confiance d'une grande majorité de prolétaires ruraux et urbains. Beaucoup de travailleurs ont sans doute compris que, dans la lutte, ils vont désormais toujours se trouver confrontés aux PC, et qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Pierre Rousset écrit, « on assiste probablement à un tournant historique pour la gauche indienne ; un tournant à la portée internationale. Après l'affaiblissement de Refondation en Italie et les compromissions du PC en Afrique du Sud, la crise du PCI-M amorcerait en effet le déclin et la perte d'identité de l'un des derniers (du dernier ?) des grands partis communistes "traditionnels" ».

La politique des deux partis communistes ne peut que rejaillir sur la situation syndicale. Une mission d'information du Sénat a été envoyée en Inde et a publié en 2007 un rapport concis qui présente des faits et des appréciations qui ressortent aussi de la lecture de la presse indienne. Les syndicats « ont perdu de leur force au cours des dernières années » et cette

« *perte d'influence des syndicats s'est accompagnée d'une moindre conflictualité dans les relations sociales en Inde* » [10]. Cinq centrales ont le statut de « National Centres of Trade Unions » avec les « prérogatives » qui accompagnent partout ce statut. Quatre d'entre elles sont affiliées à un parti politique, dont deux aux partis communistes : le Centre of Indian Trade Unions (CITU), affilié au CPI-M, et le All-India Trade Union Congress (AITUC), affilié au CPI. Le taux de syndicalisation en Inde serait inférieur à 2 %. L'implantation syndicale est seulement forte dans le secteur public, où elle peut atteindre 80 % dans certaines administrations. Dans le cas des grands groupes, « *les employeurs privilégient la négociation au niveau de l'entreprise, afin de conclure des accords qui répondent plus précisément à leurs besoins, et qui favorisent les gains de productivité* ». Dans le secteur public, « *la négociation collective est une pratique connue* », mais le droit de grève est strictement encadré. Elle est interdite lorsqu'une conciliation est engagée pour tenter de résoudre le conflit et lorsqu'elle concerne une question portée devant une juridiction ou une instance arbitrale [11].

## LES FACTEURS

### ÉCONOMIQUES

### ET SOCIAUX DERRIÈRE

### LA VICTOIRE DU PARTI

### DU CONGRÈS

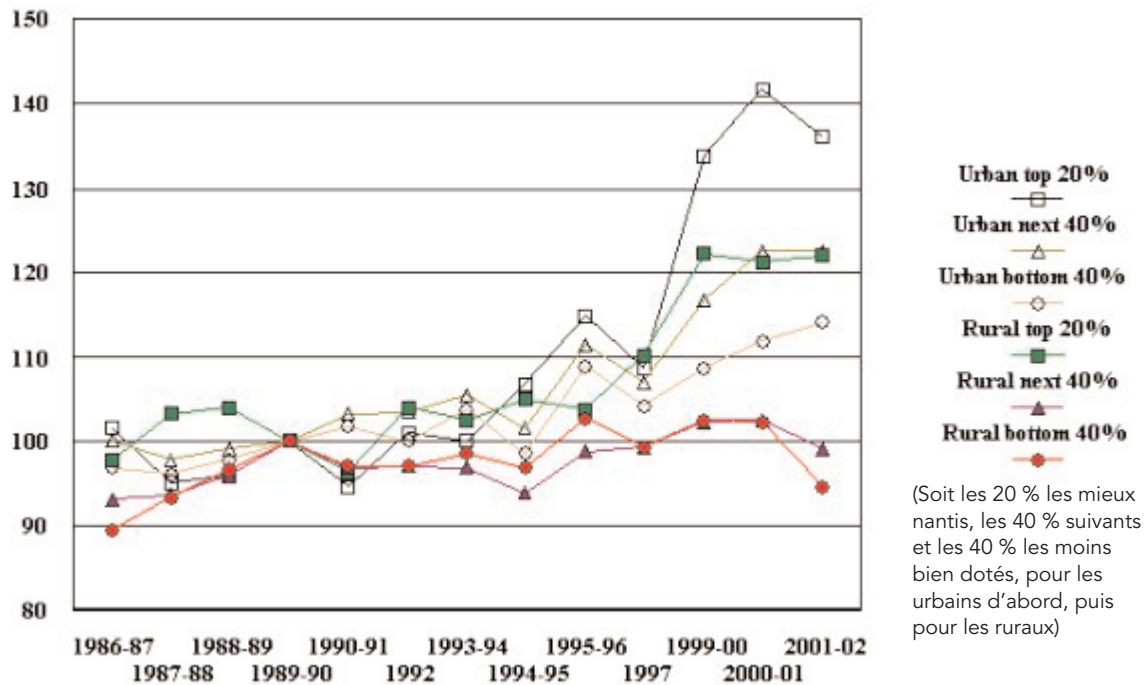
Deux facteurs ont contribué à la victoire du Parti du Congrès. D'abord le fait que l'Inde a mieux résisté à la crise financière mondiale de 2007 et de 2008, en raison du maintien d'un degré assez important de réglementation bancaire et de contrôle des flux

financiers extérieurs, et qu'elle a aussi été jusqu'à maintenant moins touchée par la récession économique mondiale. Cela tient à une dépendance plus faible à l'égard des exportations que d'autres économies d'Asie. Dans le cas de l'Inde, 15 % du produit national brut (PNB) dépend des exportations, par comparaison avec les 35 % de la Chine (voir les données sur l'exposition des économies d'Asie aux marchés extérieurs dans l'article sur la crise mondiale dans *Carré rouge* n° 40). Le processus d'accumulation et de centralisation a conduit au renforcement de groupes industriels nationaux puissants. Le conglomérat Tata, connu pour sa branche automobile (lancement de la très petite voiture Nano, rachat de la firme anglaise Jaguar) est un parmi plusieurs groupes de puissance analogue, parfois supérieure (Reliance dans le gaz, le pétrole, la chimie, Tindal Steel dans la sidérurgie, Bharti Aitel dans la téléphonie, Aftec-Infosys et Wypro dans les services informatiques, Ranbaxy Labs dans la pharmacie et les biotechnologies). Toutes ces entreprises indiennes ont bénéficié et bénéficient encore d'un vaste marché interne, dont elles seront difficiles à déloger. La dimension du marché domestique explique la bonne tenue de l'économie indienne dans la crise par rapport à d'autres économies. La croissance du PNB a connu seulement un ralentissement, à un taux inférieur au ralentissement chinois, soit 6,7 % sur l'année budgétaire 2008-2009, au lieu des 9,0 % enregistrés un an plus tôt. Il reste que pour l'hebdomadaire de la City, *The Economist* de Londres, l'Inde « *est un éléphant, non un tigre* » [12]. Pour plusieurs raisons, dit-il, dont la faiblesse de l'État dans de nombreuses fonctions (notamment ses investissements ferroviaires et routiers), l'extrême carence de l'en-

seignement public et le taux élevé d'analphabétisme, la productivité très faible de l'agriculture, et l'explosion des inégalités sociales dans un contexte de grande fragilité politique. De façon semblable, la mission du Sénat envoyée en Inde note que « *la poursuite de la croissance indienne est subordonnée, note la mission, à la capacité de ce pays à remédier à sa pénurie de travailleurs qualifiés, et à l'insuffisance de ses infrastructures [...] en dépit du nombre de jeunes diplômés chaque année dans les filières scientifiques, le développement des entreprises du secteur high-tech se heurte à une pénurie de travailleurs qualifiés, qui occasionne une envolée des rémunérations, et rend plus difficile la fidélisation des salariés* » [13].

Dans l'immédiat, l'explosion des inégalités sociales a contribué au renforcement du Parti du Congrès. Il y a là la seconde explication de sa victoire électorale. Au cours des années 2004-2009, le processus d'accumulation patrimoniale des « nouveaux riches », commencé dans les années 1990, s'est accéléré. Celui de la montée des « classes moyennes » également. Elles sont l'électorat type du Parti du Congrès, en quête de stabilité politique et d'ordre. Cet agglomérat sociologique aux frontières floues inclut la composante des cadres moyens, ingénieurs et techniciens des grandes industries manufacturières et du secteur informatique, ou encore d'activités de services, qui ont crû très vite avec la libéralisation, notamment dans la finance. Ces gens bénéficient d'un niveau de salaire et d'une stabilité dans l'emploi tels qu'ils aspirent à ne plus avoir à côtoyer les couches pauvres, dont ils sont souvent eux-mêmes issus. Le graphique suivant donne une idée de l'explosion des écarts de revenus. Ces écarts seraient encore plus voyants si l'on disposait,

## INDICES DE LA CONSOMMATION EFFECTIVE PAR TETE, SELON LES GROUPES SOCIAUX INDIQUÉS



Source : Abhijit Sen (tapuscrit, 2004), à partir de données du Service national indien des statistiques (NSS)

comme pour les États-Unis par exemple, d'une décomposition du premier groupe, où se concentrent plusieurs niveaux de revenus très élevés.

Aravind Adiga, journaliste et auteur du roman *White Tiger* (Le Tigre blanc), livre dont le succès est mérité, explique fort bien dans un entretien publié par *Le Monde* [14], pourquoi sa fable politique et sociale a dérangé tant de gens en Inde : « Nous sommes 300 millions d'Indiens de la middle-class, enrichis depuis le boom économique des années 1990, qui ignorons 800 millions de pauvres. J'ai découvert la réalité en reportage, quand je suis retourné en Inde après

avoir fait des études aux États-Unis, comme beaucoup d'Indiens aisés. J'ai été reporter pour *Time Magazine* de 2003 à 2006. J'ai sillonné le pays, j'ai été choqué. L'État de l'Uttar Pradesh se révèle pire que le Soudan, un des pays les plus pauvres au monde, dès qu'on enquête sur le taux de natalité et de mortalité. Les femmes qui accouchent en hôpital ont plus de chance de perdre la vie en Inde du Nord qu'en Afrique de l'Est. Je suis allé dans les bidonvilles de Calcutta, j'ai enquêté sur les conditions de travail des rickshaws, les conducteurs de cyclo-pousse, je connais des régions où 15 % de la population ne sait toujours pas lire, j'ai visité des hôpitaux où la qualité des soins est ef-

froyable. Mon héros appelle cette Inde-là les "Ténèbres". Alors oui, j'ai imaginé ce roman pour casser les clichés de l'Inde démocratique, du "grand pays émergent en pleine expansion" dépeint dans les médias occidentaux, et d'autres contre-vérités encore. [...] Comment qualifier de démocratie un pays qui trahit constamment ses pauvres ? Les Indiens middle-class comme moi, nous ne sommes pas méchants, nous ne souhaitons pas nous comporter comme des oppresseurs, pourtant nous maintenons un véritable état colonial à l'intérieur de notre propre pays. Et je ne vois venir aucun signe de changement ».

Aravind Adiga dénonce « le cliché de

*l'Inde spirituelle, polythéiste, tolérante, l'Inde magique des grandes processions, des fidèles respectueux de tout ce qui vit, des animaux, des faibles... En réalité, depuis des années, les fondamentalistes religieux, hindous, sikhs, musulmans s'affrontent durement à travers le pays. On compte déjà des centaines de morts, et il y en aura d'autres. La religion, n'oublions pas, justifie le système de caste, le fatalisme social, la pauvreté. Ensuite, je m'attaque au cliché de la famille indienne, protectrice, généreuse, bienheureuse qu'on montre dans les films de Bollywood. En fait, les mariages sont arrangés et forcés, les dots âprement discutées, les enfants doivent la pleine obéissance à leurs parents, la famille reste le pilier du conservatisme, elle paralyse l'énergie des jeunes générations, écrase les filles. Enfin, le cliché du socialisme indien compétent, charitable, inspiré par Gandhiet Nehru. En soixante ans de démocratie, après cinquante ans de domination par le parti du Congrès, nous n'avons toujours pas éradiqué la pauvreté, nous avons mis en place une bureaucratie abominable et des États gangrenés par la corruption. Beaucoup d'études montrent que nous sommes le pays le plus corrompu du monde. La Chine, pourtant une dictature, s'est montrée bien plus efficace pour réduire la misère et la vénalité. Je ne dis pas que la démocratie est mauvaise, ou que l'homme Gandhi est mauvais, mais je veux m'attaquer au cliché qui affirme : "L'Inde s'en sortira, puisque c'est une démocratie". Quand Amartya Sen explique que la démocratie indienne a permis d'échapper à la famine grâce à la démocratie, à la liberté de presse, aux campagnes d'information, il oublie de dire combien l'Inde démocratique reste misérable, même si on n'y meurt plus de faim ». Aravind Adiga se trompe sur la Chine, mais non sur son propre pays.*

## L'EXTREME PAUVRETÉ DES CAMPAGNES ET DES BIDONVILLES

Environ 60 % de la population active dépend de l'agriculture, qui n'assurerait pourtant que 18 % du PNB en 2007. L'Inde a le nombre de paysans et de très petits cultivateurs les plus élevés du monde (quelque 700 millions), dont une partie compte aussi parmi les plus pauvres de la planète. Sous l'effet conjugué de la stagnation de la productivité, dont l'une des causes est le sous-investissement public chronique (ou le détournement par la corruption des fonds formellement alloués) et de la poussée démographique, les couches rurales les plus pauvres ont connu une baisse de la production et de la disponibilité alimentaire moyennes par tête [15]. Le sort des couches paysannes un petit peu moins pauvres n'est pas meilleur. Ici les petits cultivateurs ont été incités à emprunter pour s'équiper ou à se lancer sous la pression de publicités à la télévision et de « conseils » d'agronomes à la solde des grands groupes dans des cultures OGM, notamment Monsanto et Cargill. On leur a fait miroiter l'amélioration de leurs rendements grâce à des semences magiques de coton et de riz supposées résister aux parasites. Il fallait en payer le prix, c'est-à-dire 10 fois plus cher que pour les semences traditionnelles, lesquelles ont été interdites dans de nombreuses banques de semences gouvernementales. Il s'est avéré que ces nouvelles variétés, comme les semences OGM de coton Bt de Monsanto, n'étaient pas résistantes aux maladies locales, nécessitaient encore plus de pesticides et surtout encore plus d'eau. Des années de sécheresse ont fait mourir les plantes. Dans le passé,

lorsqu'une récolte était mauvaise, les paysans pouvaient toujours conserver des graines pour l'année suivante. Impossible dans le cas de la nouvelle technologie, très justement nommée *Terminator* [16], contre laquelle il y a eu en Inde de grandes manifestations et des recours en justice.

À partir du milieu des années 1990, l'endettement s'est accru très fortement en milieu rural [17]. Les banques indiennes refusent de prêter aux petits paysans, qui se voient contraints de recourir à des prêteurs privés. Il peut s'agir d'usuriers locaux qui imposent des taux d'intérêt pouvant aller jusqu'à 40 % par an. Mais également de marchands d'intrants (vendeurs de semences, d'engrais...) qui, utilisant leur dette comme levier, achètent leur récolte à prix très bas. Incapables de rembourser, les cultivateurs sont forcés de vendre leurs terres. Plus de 25 000 agriculteurs se sont donné la mort entre 1995 et 2005. Il y a eu des cas de suicides collectifs. « Selon une étude publiée en 2002 dans la revue médicale *The Lancet*, le taux de suicide des régions rurales du Sud atteint 58 décès pour 100 000 habitants, triste record mondial (la moyenne dans les autres pays est de 14,5 pour 100 000). Au centre de l'Inde, l'Andhra Pradesh est le plus touché : depuis le début de l'année, plus de 500 paysans y ont déjà mis fin à leurs jours. Les premiers signes de ce phénomène dévastateur sont apparus en 1998, quand le gouvernement local a fait voter des lois ouvrant plus largement le marché agricole aux sociétés privées étrangères. Plusieurs études officielles ont été lancées pour tenter de comprendre les raisons de cette hécatombe, au Pendjab, en 1998, ainsi qu'au Kerala, en 2002. Leurs conclusions restent vagues et contradictoires, évoquant pêle-mêle la sécheresse, le système bancaire dé-

faillant, l'alcoolisme, les "problèmes psychologiques" » [18]. Mais on a vu aussi la multiplication d'actions de résistance collectives et de heurts violents avec la police, obligeant le gouvernement à créer en 2005 un fonds spécial de désendettement rural.

Alors que les revenus de millions de paysans pauvres ont chuté, la privatisation en cours des services publics a fait flamber les prix, comme ceux de l'eau (chaque fois qu'il ne faut pas la chercher au puits) et de l'électricité (Enron vend désormais de l'électricité près de Mumbai à des tarifs trois fois plus chers que ceux des services publics [19]). Privés de leurs terres, d'aides publiques, de leurs semences et de leurs savoirs ancestraux (les plantes médicinales utilisées depuis des millénaires pour soigner le diabète ou les hépatites ont été « privatisées », c'est-à-dire brevetées par les multinationales pharmaceutiques), privés d'éducation (les dépenses pour accéder au nucléaire ont été privilégiées par rapport à celles consacrées à l'enseignement et les promesses du gouvernement de consacrer 6 % du PIB à l'éducation n'ont pas été tenues, privant des millions d'enfants d'un droit fondamental), l'exode vers les villes s'est accentué.

En Inde, depuis le début des « réformes » en 1991, on est entré dans le processus d'extrême paupérisation « urbaine », analysé entre autres chercheurs par Mike Davis : « *Les politiques de déréglementation agricole et de rigueur budgétaire imposées par le FMI et la banque mondiale ont continué à entraîner l'exode du surplus de main-d'œuvre rurale vers les bidonvilles urbains, alors même que les villes cessaient de fonctionner comme des machines à créer de l'emploi [...]. Les filets de secours ayant disparu, les fermiers pauvres devinrent de plus en plus vulnérables aux coups de l'extérieur :*

*sécheresse, famines, augmentation des taux d'intérêt ou baisse des prix de vente. [...] On estime que, sur les 500 000 migrants qui arrivent chaque année à Delhi, au moins 400 000 échouent dans un bidonville ; en 2015 la capitale indienne comptera plus de 10 millions d'habitants dans les bidonvilles »* [20].

Or l'existence des bidonvilles, surtout lorsqu'ils sont situés au centre des villes, pose à la bourgeoisie deux problèmes. Ils enlaidissent le paysage urbain et ils occupent un espace qui est rare et cher, toutes choses qui dérangent fort les classes moyennes aisées. Celles-ci n'ont de cesse de s'accaparer le cœur des villes pour y construire des centres d'affaires modernes et des lieux de vie aérés et verdoyants où on ne verra plus les pauvres en guenilles qui dérangent et la vue et la bonne conscience. Les bidonvilles attirent donc la convoitise des promoteurs immobiliers. Les projets se parent de préoccupations généreuses : embellissement des villes, destruction des logements insalubres et délabrés, relogement des pauvres dans des immeubles collectifs avec tout le confort de base.

C'est ainsi que le plus grand bidonville de l'Inde et même d'Asie, le bidonville de Dharavi, en plein cœur de Bombay, où s'entassent peut-être jusqu'à un million de personnes sur 214 hectares, doit être remplacé par un luxueux quartier des affaires avec bureaux et gratte-ciel, appartements pour classes moyennes aisées, hôpitaux, complexes sportifs et parcours de golf afin de transformer la capitale économique de l'Inde en pôle mondial de la finance. Le bidonville a été mis aux enchères à 2,3 milliards de dollars aux promoteurs immobiliers de la planète : « *l'opportunité du millénaire* » dit la publicité. C'est une catastrophe pour les habitants car Dharavi est non seulement un espace de

vie collective et solidaire mais il est devenu aussi un espace de travail avec des milliers de mini-entreprises, de petits ateliers-boutiques, des commerces et même des cinémas. C'est en fait une véritable ville dans la ville. En 60 ans ses habitants ont mis sur pied une économie informelle mais autosuffisante (elle leur permet deux repas par jour) de recyclage des déchets, de tanneries, de fabrication de poteries, vêtements, cuir, bijoux. Le quartier est montré du doigt comme un repère pour petits et grands délinquants : il ne s'agit pas de nier l'existence de gangs qui exploitent la misère de plus misérables qu'eux... Mais que dire alors des mafias à cols blancs qui font pousser des centres commerciaux comme des champignons dans les quartiers huppés ? Et que valent les généreuses promesses de relogement ? On leur a fait miroiter des appartements de 21 mètres carrés avec douche, WC... pour les 57 000 familles (soit 300 000 personnes) installées depuis un certain nombre d'années. Mais ils sont bien plus que cela, plus du triple sans doute, et quelles compensations pour ceux arrivés après 1995, et ceux qui arrivent maintenant ? L'expulsion vers la périphérie éloignée, vers d'autres bidonvilles, voilà leur sort. Les habitants de Dharavi sont d'autant plus en colère qu'ils n'ont pas été consultés, tout se décide par en haut. Ils ont sous les yeux les immeubles non terminés, où les familles s'entassent dans une seule pièce minuscule, sans eau, ni électricité. Pour eux qui vivent dans des échoppes à même la rue, habiter au 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> étage est inconcevable, pour eux qui vivent de leurs petits métiers à proximité des marchés du centre urbain, la relégation en périphérie, sans moyens de transports, est un véritable enfermement. La vente et la réhabilitation du bidonville Dharavi



n'est pas un projet isolé. Selon l'organisation non gouvernementale Hazards Centre qui s'occupe des déplacés des bidonvilles, « le gouvernement indien vise, avant 2010, le déplacement de 400 000 familles, soit environ 2 millions de personnes ». Voici ce qu'en dit Nandini Gootpu : « Au bout du compte, la grande et belle vision de la transformation urbaine sera progressivement domestiquée [...]. Les programmes d'urbanisme se transformeront en de véritables boulevards pour la satisfaction des intérêts et des aspirations des possédants, et en instruments de la marginalisation croissante des pauvres. La guerre contre les bidonvilles en viendra à ressembler dangereusement à une bataille pour le contrôle des implantations et des habitations des pauvres et, de fait, à une offensive contre les pauvres eux-mêmes ».

[21]

## EN CONCLUSION

« L'Inde hors la crise ». Telle a été la fable que les milieux financiers autour de la bourse de Mumbai ont tenté de conter. Or le coup d'arrêt subi par l'immobilier a été fort. Le géant du secteur, le promoteur DLF, qui s'est donné pour slogan « Building India » (*Construire l'Inde*), semble au bord de l'asphyxie. La chute des prix tournerait autour de 30 % et les crédits bancaires sont quasiment gelés « surtout pour les projets non résidentiels », précise un concurrent. Un trait original de l'économie indienne est la taille du secteur informatique et de services informatisés aux entreprises. Il emploie directement environ 650 000 salariés. Une part prépondérante de l'activité est réalisée à l'étranger. Les exportations représentent 5 % du PIB, contre 2 % seulement en 1995. La capacité du secteur informatique à compenser les mau-

vaises performances d'autres secteurs, laisse dubitatif les observateurs un peu lucides : « Les géants du secteur veulent croire que la crise va accélérer le recours à l'externalisation des entreprises occidentales et donc dynamiser leurs affaires. Pour l'instant, c'est de l'incantation pure et simple ». Il y a aussi un facteur auquel personne en Inde n'était préparé, un effet en retour négatif, en raison de la récession mondiale, d'une partie des acquisitions d'entreprises faites en Europe et en Amérique du nord par les groupes industriels indiens. Les mauvais résultats à l'étranger de certains groupes pèsent sur leur chiffre d'affaire global. Enfin, même si le total des exportations représente seulement 15 % du PNB, celles-ci conditionnent directement et indirectement des millions d'emplois. L'effet de « démultiplicateur » de baisse de consommation des classes moyennes peut se mettre en marche. Selon des gens interrogés par le correspondant des *Échos* « on parle de 10 millions d'emplois détruits d'ici à la fin de 2009 ». « Mieux vaudrait, commente-t-il, que le redémarrage soit rapide » [22].

Certains secteurs de la bourgeoisie mondiale sont prêts pourtant à contribuer à la déstabilisation d'un gouvernement fragile malgré le vote du mois de mai. Les banques et les sociétés financières étatsuniennes en particulier lui demandent d'accélérer la mise en œuvre de réformes qui leur ouvriraient grandes les portes du système bancaire indien. Pourtant la crise sociale rampante est lourde d'explosions populaires. L'extrême brutalité de la police militaire, dont les interventions font chaque fois des morts, suscite en réaction des manifestations d'une très grande violence. La guérilla maoïste ne survivrait pas indépendamment de ce contexte et

de l'appui que les paysans pauvres lui donnent dans certaines régions [23]. Comme en Chine, les émeutes paysannes, les manifestations et les grèves restent circonscrites. Les raisons en sont l'immensité du pays bien sûr, la politique suivie par les partis communistes, et donc l'importance prise dans un processus politique centrifuge par les questions locales et régionales. Dans certaines parties de l'Inde, notamment autour de Mumbai et dans le Gujérat, les employeurs peuvent aussi utiliser le fanatisme religieux pour diviser les travailleurs. Au cours des deux dernières années, il n'y a que dans les chemins de fer et les transports aériens que des mouvements d'ampleur nationale ont pu être organisés et avoir un certain effet. Des explosions sociales violentes peuvent de produire à tout moment. La bourgeoisie indienne les redoute. Mais il ne faut pas se cacher la réalité. Aujourd'hui il est impossible de dire quand et de quelle façon les ouvriers, les employés et les paysans commenceront à se dresser comme un bloc face à la bourgeoisie.

## Notes

- 1- Diana Farrell and Eric Beinhocker, "Next big spenders: India's middle class", *Business Week*, May 19, 2007, qu'on peut consulter sur le site [www.mckinsey.com/](http://www.mckinsey.com/)
- 2- Mira Kamdar, journaliste auteure de *Planet India, ascension turbulente d'un géant démocratique*, Actes Sud, Arles, 2009, dans *Les Échos* du 15 mai 2009.
- 3- Propos cités dans *Les Échos* du 15 mai 2009.
- 4- Arun Kumar, *The Black Economy in India*, Penguin Books, 2002.
- 5- On trouve des éléments sur l'histoire du partis communiste indien dans l'article de Chris Harman, "India after the elections, a rough guide", *Socialist Review*, n° 103, No-

vember 2004. Chris Harman rappelle le prix très élevé que le prolétariat indien a payé pour l'alignement du PCI sur Staline au cours de la Seconde guerre mondiale et pour son appui à la partition entre l'Inde et le Pakistan en 1947. On peut également consulter l'entrée « Marxism in India » in [http://en.wikipedia.org/wiki/Marxism\\_in\\_India](http://en.wikipedia.org/wiki/Marxism_in_India)

6- Le terme *Naxalites* vient de Naxalbari, un petit village du Bengale occidental où une section du PCI-ML a dirigé en 1967 un soulèvement paysan que les maoïstes indiens ont ensuite théorisé dans le cadre politique de la « guerre populaire ». Les Naxalites sont implantés dans les États ruraux du Chhattisgarh et de l'Andhra Pradesh, d'où ils mènent des attaques militaires et la « libération » temporaire de certaines zones. Ils auraient une présence dans 40 pour cent du territoire indien et compteraient selon les services de renseignement militaire 20 000 militants armés.

7- Voir à titre d'exemple l'article d'un des principaux théoriciens du PCI-M, Prabhat Patnaik, "The CPI-M and the Building of Capitalism », 17 janvier 2008, sur le site proche de ce parti, [www.macrosan.com](http://www.macrosan.com)

8- Sumanta Banerjee, *Le dilemme de la gauche*, 17 juin 2006 sur le site d'Alternatives internationales ([www.alternatives-internationales.fr/](http://www.alternatives-internationales.fr/))

9- Pierre Rousset, « Élections en Inde : un échec probablement historique des PC 'traditionnels' Europe solidaires sans frontières, 28 mai 2009 ([www.europe-solidaire.org/](http://www.europe-solidaire.org/))

10- Les trois autres centrales reconnues sont Le Bharatiya Mazdoor Sangh (BMS), affilié au parti nationaliste hindou BJP ; le Indian National Trade Union Congress (IN-

TUC), affilié au Parti du Congrès et le Hind Mazdoor Sabha (HMS), sans affiliation à un parti. Dans un rapport d'information du Sénat, on lit : « *Les cinq principales centrales syndicales revendiquent dans leur communication officielle, des effectifs militants considérables : 7,6 millions d'adhérents pour le BMS, plus de 6 millions pour l'INTUC, 4,5 millions pour le HMS, 3,3 millions pour l'AITUC et 2,7 millions pour le CITU. S'il est possible que les effectifs syndicaux se soient accrus au cours des cinq dernières années, les interlocuteurs de la délégation ayant tous insisté sur leurs efforts de recrutement de nouveaux adhérents dans le secteur inorganisé, il est probable que ces chiffres soient quelque peu surévalués par des organisations désireuses de démontrer leur influence.* » (Sénat de la République française, Inde : quelles règles sociales dans une économie émergente ? Rapport d'information n° 416 (2006-2007), 25 juillet 2007, rapport disponible sur le site du Sénat).

11- Même rapport du Sénat.

12- « An elephant, not a tiger », Special report on India, *The Economist*, December, 13, 2008.

13- Voir le rapport d'information du Sénat de 2007 déjà cité.

14- Aravind Adiga, « Inde, démocratie fragile », <http://fredericjoignot.blog.lemonde.fr/2009/05/24/106/>

15- Utsa Patnaik, Poverty and neoliberalism in India, 2006, [www.networkideas.org/feartart/jan2007/Neo-Liberalism.pdf](http://www.networkideas.org/feartart/jan2007/Neo-Liberalism.pdf)

16- Le mot *Terminator*, auquel correspond un brevet détenu par la compagnie Monsanto, désigne une technique consistant à introduire un transgène tueur qui empêche

le développement du germe du grain récolté : la plante se développe dans les conditions habituelles, donne une récolte normale, mais elle produit un grain biologiquement stérile. Voir Jean-Pierre Berlan, *La guerre au vivant, OGM et autres mystifications scientifiques*, Editions Agone, Marseille, 2001.

17- Report of the Expert Group on Agricultural Indebtedness, Department of Economic Affairs, Ministry of Finance, New Delhi, July, 2007, [www.igidr.ac.in/pdf/publication/PP-059.pdf](http://www.igidr.ac.in/pdf/publication/PP-059.pdf)

18- Gilbert Charles, La révolution verte à refaire, *L'Express*, 20 décembre 2004.

19- D'après Mike Davis, *Le Pire des mondes possibles, de l'explosion urbaine au bidonville global*, La Découverte, Paris, 2006, page 176

20- Mike Davis, op. cité, p. 19

21 Cité par Mike Davis, *Le Pire des mondes possibles*, op.cit. p. 73

22 *Les Échos*, 15 mai 2009. Voir dans le même sens plus récemment l'avertissement de la CNUCED, « Falling exports will cost India 1.3 million jobs in 2009-2010 », *UNCTAD news*, June 12, 2009.

23- Une dépêche du 17 juin 2009 de l'AFP, citant des sources officielles indiennes écrit : « *au moins 15 des 28 États fédérés de l'Union indienne, sur un corridor courant de l'Est au Sud-Est du sous-continent, sont confrontés depuis 1967 à des poches de rébellions maoïstes. Au total, 165 des 600 départements du pays seraient, à des degrés divers, sous l'influence de ces guérilleros d'extrême gauche. Le mouvement maoïste indien compte officiellement 9 300 combattants répartis en une myriade de groupes décentralisés* ».